



# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le Décret de l'Assemblée Nationale, du 20  
Juillet dernier, portant suppression des droits  
d'habitation, de protection, de tolérance & de  
redevances semblables sur les Juifs.*

Données, à Saint-Cloud, le 7 Août 1790.

**L**OUIS, par la grace de Dieu, & par la Loi  
constitutionnelle de l'Etat, ROI DES FRANÇOIS : A  
tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT.  
L'Assemblée Nationale considérant que la protection de  
la force publique est due à tous les habitants de notre



Royaume indistinctement, sans autre condition que celle d'en acquitter les contributions Communes, après avoir ouï le rapport de son Comité des Domaines, a décrété, le 20 Juillet dernier, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit. Nous avons supprimé & aboli, supprimons & abolissons la redevance annuelle de vingt mille livres, levée sur les Juifs de Metz & du pays Messin, sous la dénomination de droit d'habitation, protection & tolérance, sans aucune indemnité pour le concessionnaire & possesseur actuel de ladite redevance : Nous avons pareillement aboli & supprimé, abolissons & supprimons les redevances de même nature qui se lèvent par-tout ailleurs sur les Juifs, sous quelque dénomination que ce soit, sans indemnité de la part des débiteurs, soit que lescdites redevances se perçoivent au profit du Trésor public, ou qu'elles soient possédées par des Villes, Communautés, ou par des Particuliers, sauf à être par Nous statué, ainsi qu'il appartiendra, sur les indemnités qui pourroient être dues par la Nation aux concessionnaires du Gouvernement, à titre onéreux, d'après l'avis des Directoires de Département dans le territoire desquels lescdites redevances se perçoivent; à l'effet de quoi les titres leur en seront représentés dans l'année par les Possesseurs & Concessionnaires: Voulons qu'il ne puisse être exigé aucuns arrérages desdites redevances, & que les poursuites qui seroient exercées pour raison d'iceux, soient & demeurent éteintes.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux,



Corps administratifs & Municipalités , que les Présentes ils fassent transcrire sur leurs registres , lire , publier & afficher dans leurs Ressorts & Départemens respectifs , & exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé & fait contresigner cesdites Présentes , auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'Etat. A Saint - Cloud , le septieme jour du mois d'Août , l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-dix , & de notre regne le dix-septieme. *Signé* , LOUIS. *Et plus bas :* Par le Roi , GUIGNARD. Vu au Conseil , LAMBERT. Et scellées du Sceau de l'État.

LES ADMINISTRATEURS composant le Directoire du Département de l'Aisne , oui & ce requérant le Procureur-Général-Syndic , vu les Lettres Patentes du Roi , du 7 Août présent mois , sur un Décret de l'Assemblée Nationale , du 20 Juillet dernier , portant *suppression des droits d'habitation , de protection , de tolérance & de redevances semblables sur les Juifs.*

Après que lescdites Lettres Patentes ont été lues , Séance tenante , ont arrêté qu'elles seront à l'instant transcrites sur les registres , qu'elles seront exécutées suivant leur forme & teneur , qu'elles seront réimprimées , & que des Exemplaires en seront adressés , à la diligence du Procureur-Général , aux Directoires de Districts , pour les faire transcrire sur leurs registres , & en distribuer à toutes les Municipalités de leurs Ressorts respectifs , qui seront tenues d'en faire faire pareille transcription , & de les faire lire , publier au prône des



( 4 )

Messes Paroissiales , & de les faire afficher : de toutes lesquelles transcriptions , lectures , publications & affiches , il sera envoyé certificats , dans la quinzaine , au Procureur-Général , par la médiation des Procureurs-Syndics de Districts , qui sont invités d'y tenir exactement la main.

FAIT A LAON, ce vingt-quatre Août mil sept cent quatre-vingt-dix. *Signé*, GUILLIOT , *faisant les fonctions de Président* ; RIVOIRE , DE BRY , BEFFROY , QUINETTE , PÉRIN , DE VISME , *Administrateurs* ; BLIN , *Procureur-Général-Syndic*.

*Contre-signé*, DEBATZ ,  
*Secrétaire-Général du Département*.

---

A L A O N ,  
DE L'IMPRIMERIE D'AUGUSTIN-PIERRE COURTOIS ,  
IMPRIMEUR DU DÉPARTEMENT DE L'AISE. 1790.